

Un scrutin sous le signe de la peur

BURUNDI La satisfaction des proches du président tranche avec l'ire de l'opposition

- ▶ La capitale burundaise était plongée dans un calme étrange lundi.
- ▶ L'élection législative suscite beaucoup de condamnations.

Un scrutin sous le signe de la peur... Malgré la réprobation internationale quasi unanime, malgré le boycott de l'opposition et de fortes tensions au sein du parti présidentiel, le pouvoir burundais est allé de l'avant : il a organisé des scrutins législatifs et communaux dans un climat de vive tension.

D'après plusieurs témoignages, Bujumbura était lundi matin étrangement calme : dans les quartiers où s'étaient déroulées les manifestations s'opposant à un troisième mandat présidentiel, la population s'est abstenue de se rendre aux urnes et en milieu de journée on n'enregistrait que 10 % des électeurs potentiels. Dans les autres quartiers de la capitale, on n'a enregistré qu'une participation de 50 % du corps électoral et même à Kamenge, bastion du parti présidentiel, 40 % des électeurs seulement se sont rendus aux urnes. Le centre-ville avait des allures de ville fantôme, les magasins, par prudence, avaient

fermé leurs portes et la circulation était rare.

Ce calme inhabituel s'explique aussi par les tensions des derniers jours : durant la nuit précédant le scrutin, plusieurs quartiers contestataires avaient été secoués par des explosions de grenades et des tirs nourris, une violence qui rappelait que la contestation a déjà entraîné 70 morts et incité 120.000 Burundais à fuir vers les pays voisins.

Dans ce climat délétère, blâmes et avertissements n'ont pas manqué : le ministre belge des Affaires étrangères Didier Reynders a déclaré que les scrutins n'étaient ni « *crédibles* » « *ni de nature à résoudre la crise au Burundi* ». Il a déploré que le Burundi ait choisi d'ignorer les recommandations de l'Union africaine et de la Communauté d'Afrique de l'Est, qui visaient une solution pacifique et soutenaient l'idée d'un report du scrutin. L'Union européenne a fustigé l'entêtement du pouvoir à maintenir les élections dans un tel climat de tension, dénonçant « *un fait grave* » « *qui ne pourra qu'exacerber la crise profonde que traverse le Burundi* ».

S'il est évident que Bujumbura a boycotté ou enregistré une relativement faible participation au scrutin, le vote dans les villes

de province et dans les régions rurales représente la principale inconnue. Selon un journaliste de l'AFP, la participation dans la province de Bururi (notoirement hostile au chef de l'Etat) n'était que de 10 % alors que dans la province de Gitega, l'un des bastions du CNDD, très présent dans les zones rurales, la mobilisation atteignait 70 % dans les bureaux de vote de la commune de Karemba.

Le pouvoir et l'opposition interprètent le scrutin de manière radicalement opposée : chef de campagne du parti au pouvoir, Willy Nyamitwe s'est déclaré « *très satisfait de cette participation massive* » tandis que Charles Nditije, l'un des leaders de l'opposition, dénonçait « *une parodie d'élections, un scrutin inique et sans crédibilité* ».

L'opposition a également dénoncé les fraudes massives et l'absence d'observateurs électoraux dans la plupart des bureaux de vote. Même si le parti au pouvoir, comme on peut le prévoir, l'emporte haut la main, ce vote sera sans vraie signification et beaucoup, à deux semaines de la présidentielle, craignent un surcroît de violences sinon l'éclatement d'une nouvelle rébellion qui ramènera le pays au temps de la guerre civile. ■

C. B. (avec AFP)